

Filmer le centre-ville de Marseille.

La rue de la République dans dix films documentaires (2004-2010)

Gaël Marsaud

Les centres-villes sont marqués par des conflits d'appropriation, mais également de représentation. Gaël Marsaud étudie comment un corpus de documentaires sur les habitants et les habitantes de la rue de la République à Marseille construit une autre mise en récit de ce centre-ville populaire que celle des aménageurs et des pouvoirs locaux.

Au début des années 2000, la rue de la République, située dans le périmètre d'Euroméditerranée¹, a été l'objet d'un vaste projet de réaménagement (Berry et Deboulet 2007). Afin de donner à voir les évolutions urbaines du centre-ville et la mobilisation collective d'habitant·e·s, une dizaine d'équipes documentaires vont filmer cette rue entre 2004 et 2010. En six ans, elle devient un « bon » lieu de tournage. Trois raisons expliquent un tel attrait. D'une part, les documentaristes prêtent à « l'artère haussmannienne » un caractère « cinégénique et esthétique » (Mariette 2010). D'autre part, la rue serait exemplaire des mécanismes de gentrification des centres-villes mais aussi des luttes à son encontre. Enfin, une partie des documentaristes se sont vu faciliter leur entrée sur le « terrain » par l'intermédiaire de personnes² qui les ont mis en lien avec des habitant·e·s acceptant d'être filmés. Cet article analyse les différentes représentations de la rue de la République dans dix documentaires qui, par leurs choix de réalisation ou les propos des intervenant·e·s filmés, participent aux luttes symboliques pour la « bonne » représentation de la ville. Sur des modes variés, tenant à des conceptions différentes de la pratique documentaire et du politique, ces dix films relatent des récits concurrents de ceux de la municipalité et des aménageurs. Ils le font en donnant à voir des vies bouleversées par les travaux, les conditions de logement dégradées et les attaques que subissent les habitant·e·s. Ces récits se construisent aussi en prenant appui sur l'histoire de la rue, l'ancrage populaire du quartier et ses luttes pour continuer d'habiter les lieux.

Évoquer les travaux et les désagréments subis au quotidien par les habitant·e·s

La rue de la République connaît d'importants travaux : entre palissades, tractopelles et le bruit des engins, les piéton·ne·s sont contraints de marcher sur une portion congrue du trottoir. Ainsi débute *J'y suis, j'y reste* (2004), le documentaire de Sygrind Palis réalisé dans le cadre d'une formation aux Ateliers Varan³. Après ces quelques plans introductifs, la caméra suit une femme et un homme distribuant des tracts.

¹ Euroméditerranée est un projet de « rénovation urbaine » lancé en 1995 et piloté par l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée. Son périmètre d'intervention comprend une dizaine de quartiers du centre-ville ainsi que le port de Marseille.

² Notamment des membres de l'association Centre-ville pour tous.

³ Les Ateliers Varan proposent des stages à visée professionnalisante en cinéma documentaire dans les domaines de l'écriture, de la réalisation et du montage image. Les locaux de l'association sont à Paris, mais en 2004 l'atelier de réalisation se déroule à Marseille au cinéma l'Alhambra.

Figure 1. *J'y suis, j'y reste* (2004)



Ce premier film consacré à la mobilisation autour des questions de logement rue de la République et ses alentours (Borja, Derain et Manry 2010 ; Borja 2013) contient déjà nombre d'éléments présents dans les documentaires qui suivront. La vie quotidienne bouleversée par les travaux, l'action présentée comme néfaste de Lone Star (un fonds de pension « texan » qui vient de racheter une partie du parc immobilier), la municipalité qui serait complice de possibles délogements ainsi que la mobilisation d'habitant·e·s et de leurs soutiens. Mais ce sont d'abord les désagréments subis au quotidien par des habitant·e·s que montrent la grande majorité des films. Le son des marteaux-piqueurs et les images de chantiers sont récurrents. Et à la ville en travaux vient s'ajouter la représentation d'une rénovation urbaine exercée violemment contre ceux et celles qui habitent les lieux. Le pourrissement volontaire des logements, les intimidations verbales, la fin des commerces de proximité et l'opacité des procédures sont selon les personnes filmées autant de preuves d'une volonté de déloger les habitant·e·s. À travers ces propos, les films forment dans leur ensemble une présentation du chantier depuis les problèmes rencontrés et par l'expérience vécue, qui vient en contrepoint de la vision pacifiée promue par les aménageurs.

Interroger le devenir des classes populaires dans le centre-ville de Marseille

En l'espace de six ans, neuf autres films documentaires sont réalisés⁴ et la question de savoir si Marseille conservera ou non son « centre-ville populaire » les traverse pour la plupart. En 2004, dans le cadre de leurs études, Olivier Gaches et Yann-Loïc Lambert réalisent *Table rase, de la cigale à la fourmi*. Ce film consacré plus largement à Marseille est, notamment à travers sa voix off, explicitement critique à l'égard de la municipalité et de l'établissement public Euroméditerranée. La rue de la République devient l'exemple du « déplacement de populations ». Et à l'échelle de Marseille, les politiques de désindustrialisation, le développement du secteur tertiaire et la venue de populations bourgeoises seraient les grandes causes de l'éviction des classes populaires du centre-ville.

En 2006, d'autres étudiant·e·s (du master documentaire d'Aix-en-Provence) investissent également la rue de la République. Baudouin Koenig, enseignant, lui-même documentariste, les envoie réaliser des films de 3 à 5 minutes sur un thème commun : « La rue de la République au sens propre comme au sens figuré⁵ ». C'est dans ce cadre qu'est réalisé *La Porte* de Hui-Ling Chen. La figure de porte renvoie à « l'ouverture pour certains, mais aussi en même temps une fermeture pour d'autres⁶ ». Comme dans la majorité des dix films, interroger le devenir de ces habitant·e·s après les travaux revient par là même à questionner le projet de réaménagement autant que les discours assurant du maintien des habitant·e·s.

⁴ Soit parce qu'ils ne sont pas associés à la catégorie « film documentaire », soit parce qu'ils sont sortis après 2010, soit parce qu'ils n'ont pas été trouvés, notre étude élimine des films qui ont pu être par ailleurs tournés dans la rue de la République.

⁵ Extrait de l'intitulé du cours de master 1, en 2006. D'autres films existent mais n'ont pu être retrouvés dans les temps de cette enquête.

⁶ Tiré d'un entretien avec la réalisatrice.

Figure 2. *La Porte* (2006)



Mobiliser l'histoire de la rue

L'histoire de la rue de la République est donnée à voir depuis une représentation historique de Marseille comme ville portuaire « multiculturelle » (Peraldi, Duport et Samson 2015). Cette image de la ville repose dans les films sur l'évocation de l'époque coloniale et la présence de personnes associées à l'immigration. Les références au port, au monde ouvrier et aux luttes aux XIX^e et XX^e siècles sont encore palpables dans les murs et les paroles des personnes filmées⁷.

Figure 3. Archive utilisée dans *Les Indésirables de la rue de la République* (2008)



Une petite histoire de la rue de la République, film de 13 minutes (non signé) sorti en 2006 est commandé par une association qui œuvre à promouvoir « la mémoire, le développement de la rue et le renouveau du centre-ville⁸ ». Destiné à être montré dans le show-room de Marseille-République⁹, le film ne contient aucune parole de personnes filmées et la mobilisation sociale reste totalement absente du propos. Selon son réalisateur, la commande consistait à montrer la rue « telle qu'elle était, telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle sera demain¹⁰ » et son histoire se trouve associée à celle du développement du port de Marseille. L'articulation entre ville et port serait un problème ancien auquel se confronte désormais Euroméditerranée. En filigrane, le fiasco économique du percement de la rue au XIX^e siècle vient toutefois poser la question de la réussite du projet de réaménagement présent. Comme dans de nombreux films du corpus, il s'agit d'opérer une analogie entre « l'échec » financier de sa construction et le possible échec du réaménagement actuel. L'histoire est donc mobilisée pour mettre en garde les tenants du projet actuel et marquer du même coup l'ancrage populaire des lieux.

⁷ Le haut de la classe ouvrière habitait le plus souvent ces immeubles (Fournier et Mazzella 2004).

⁸ Tel que l'association Renaissance-République définit ses objets. Voir les registres des délibérations du conseil municipal, séance du 1^{er} octobre 2007.

⁹ Société immobilière ayant pour mission de réhabiliter le patrimoine immobilier marseillais du fonds de pension Lone Star.

¹⁰ Extrait d'un entretien avec le réalisateur.

Mettre en scène les attributs du quartier populaire

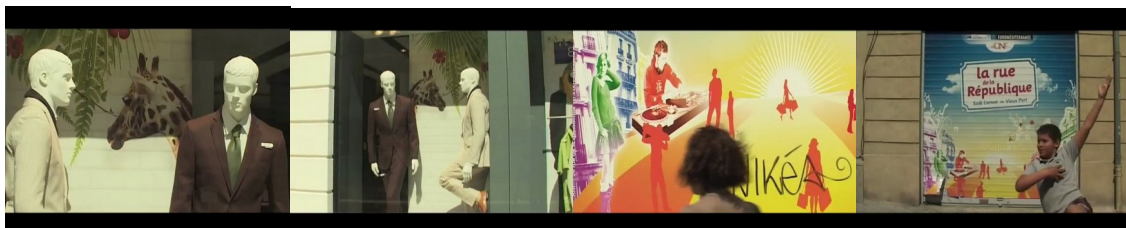
En 2007, Agathe Dreyfus et Christine Gabory, les réalisatrices du Collectif 360° et même plus, sortent *Un cas d'école*. Des mères de famille accompagnées d'enseignant·e·s se mobilisent contre le transfert de 110 élèves d'un collège situé près de La Joliette vers un établissement des « quartiers nord » de la ville. La rue de la République apparaît brièvement dans deux séquences de transition qui contextualisent le transfert des collégiens. Dans le film, l'éviction de populations moins dotées économiquement serait une résultante du projet d'aménagement d'Euroméditerranée dans lequel s'inscrit la rue de la République.

Figure 4. *Un cas d'école* (2007)



Filmer un des « derniers centres-villes populaires de France », c'est également s'attacher à montrer par des détails ce qui constitue un quartier populaire. Ainsi, nombre de films insistent sur la présence de linge aux fenêtres, non seulement pour la qualité esthétique mais aussi pour évoquer un mode de vie associé à la Méditerranée. Plus important, les interconnaissances de voisinage, de rue à rue, à l'extérieur de la sphère privée sont présentées comme autant de formes de vie attaquées par le projet. Des films soulignent alors le décalage entre le projet mis en images et idéalisé par les aménageurs et ce que les équipes de réalisation donnent à voir de la vie quotidienne dans la rue.

Figure 5. *Divers gens – volets 2 : la rue de la République* (2008)



Ce décalage est particulièrement travaillé dans un film sorti en 2008 et réalisé par Marc Ball. Étudiant en master de sociologie, il consacre le second volet de son film de fin d'études à la rue de la République : *Divers gens – volets 2 : la rue de la République*. Le film a pour particularité de croiser d'un côté les propos d'habitant·e·s et représentant·e·s de l'association Un centre-ville pour tous, de l'autre des plans tournés lors d'une visite guidée pour touristes. Ce montage produit un jeu d'opposition entre les différents propos tenus. Le réalisateur cherche à montrer que la réhabilitation de la rue se fait au détriment de ceux et celles qui y vivent et au profit d'une population plus aisée, dont la venue (bien qu'incertaine) est désirée par les aménageurs et la mairie.

Répliquer par l'intermédiaire d'habitantes et d'habitants mobilisés

À l'image du film *Divers gens*, huit des dix films étudiés donnent à voir la rue de la République comme le lieu d'une mobilisation collective contre un projet d'aménagement symbole de la « gentrification » du centre-ville. Paroles d'habitant·e·s, affichages sur les murs, réunions publiques, manifestations de rue, interpellations d'élus sont autant de façon d'évoquer les combats des habitant·e·s et de leurs soutiens. Les trois autres films qui sortent en 2008 reviennent sur ces

luttons. Nous voyons les travaux avancer autant que nous suivons dans le temps celles et ceux qui s'engagent contre les conséquences du réaménagement de la rue et les possibles expulsions. Ces trois films tournés sur un temps plus long que ceux précédemment évoqués sont réalisés par des documentaristes davantage professionnalisés et associés au « documentaire de création » (Sauguet 2007 ; Pinto 2011).

Les Indésirables de la rue de la République (2008) de Patrick Taliercio fait suite à d'autres films du même réalisateur¹¹. Des habitant·e·s mécontents présentent la réhabilitation comme une entreprise de spéculation immobilière destinée à les chasser. Le documentaire fonctionne sur des entretiens en plans fixes, des archives et des moments tournés en situation, notamment lors d'une visite de Renaud Muselier, président d'Euroméditerranée, dans les bureaux de Marseille-République. Le montage participe à mettre en scène des positions diamétralement opposées. Les propos des habitant·e·s et commerçant·e·s servent de réplique mot pour mot au discours de Renaud Muselier, et ainsi le contredisent.

Figure 6. *Les Indésirables de la rue de la République* (2008)



Dans *Le Jour se lève et sur moi la nuit tombe*, Florence Lloret concentre son tournage sur le périmètre d'Euroméditerranée pris comme une opération d'urbanisme autour de laquelle se déploient des visions concurrentes de Marseille. Le documentaire est présenté dès la première séquence comme le « carnet de bord » d'une réalisatrice qui tente d'enregistrer « ce qui émerge dans le quartier ». C'est donc la mobilisation des habitant·e·s qui se trouve saisie à travers les réunions de l'association Un centre-ville pour tous, une manifestation de rue, des entretiens avec la réalisatrice et des plans tournés lors d'une réunion publique où le président d'Euroméditerranée est directement pris à partie. Il s'agit moins d'un montage en opposition que d'insérer dans le film des séquences où les antagonismes apparaissent depuis des situations filmées.

Figure 7. *Le Jour se lève et sur moi la nuit tombe* (2008)



¹¹ *Une petite histoire de la rue de la République* (2006) et *À propos de Marseille, un sommet effarouchant* (2008).

La même année sort *La République* de Denis Gheerbrant. Aucun aménageur ni représentant politique n'apparaît à l'écran ; le documentaire croise les histoires de vie de quelques habitant·e·s et leur combat pour rester dans leur appartement. Le réalisateur s'est intéressé à l'expérience de ce collectif soutenu par Un centre-ville pour tous, et l'écoute de « l'expérience de chacun » prime. Le projet urbain se heurte alors aussi bien aux trajectoires individuelles et familiales qu'à la pratique d'un groupe d'habitants et d'habitantes mettant en commun leurs problèmes face aux aménageurs.

Figure 8. *La République* (2008)



Sorti en 2010, *Plan de situation : Joliette* de Till Roeskens ne concerne déjà plus tout à fait la même histoire, dans la mesure où la bataille de la rue de la République se dit au passé. Au départ, le Fonds régional d'art contemporain finance un artiste pour produire une pièce autour de la construction et l'implantation du musée dans le quartier de la Joliette. La rue de la République fait l'objet d'une séquence dans laquelle une personne impliquée dans l'association Centre-ville pour tous évoque les batailles menées et les relogements obtenus. Cette séquence est l'occasion de revenir sur la « violence subie par les habitants », de définir cette mobilisation comme « politique » avec des « rapports de force » nécessaires, en tout cas de décrire comme une victoire la capacité à rendre publiques des « affaires privées ».

Figure 9. *Plan de situation : Joliette* (2010)



Le 5 novembre 2018, deux immeubles de la rue d'Aubagne, dans le centre-ville de Marseille, s'effondrent, faisant huit morts. Suite à ce drame, le relogement de milliers de personnes et l'habitat indigne deviennent localement des enjeux politiques majeurs. Dès les premières semaines et durant plusieurs mois, des équipes de documentaristes arrivent sur les lieux. Comme pour la rue de la République, ces images viendront certainement alimenter les débats autour de la « bonne » manière de donner à voir un « centre-ville populaire ». La production de récits concurrents de ceux de la municipalité et de la Métropole est et sera là encore un enjeu (collectif) pour les habitant·e·s, les groupes militants et les documentaristes.

Bibliographie

- Berry-Chikhaoui, I. et Deboulet, A. 2007. « 6 : Restructurations urbaines à Marseille à l'heure de l'internationalisation. Tensions et régimes d'action », in I. Berry-Chikhaoui, A. Deboulet et L. Roulleau-Berger (dir.), *Villes internationales*, Paris : La Découverte, p. 139-168.
- Borja, J.-S. Derain, M. et Manry, D. 2010. *Attention à la fermeture des portes !*, Marseille : Éditions Commune.
- Borja, J.-S. 2013. *Vie et mort d'un problème public. Autour du problème de la rue de la République à Marseille*, thèse en sociologie, Aix-Marseille Université.
- Fournier, P. et Mazzella, S. (dir.). 2004. *Marseille, entre ville et ports, Les destins de la rue de la République*, Paris : La Découverte.
- Mariette, A. 2010. « Scénariser le "social" pour le filmer. La mise en scène cinématographique des classes populaires entre art et politique », *Raisons politiques*, n° 39, p. 9-27. Disponible en ligne à l'URL suivant : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2010-3-page-9.htm>.
- Peraldi, M., Duport, C. et Samson, M. 2015. *Sociologie de Marseille*, Paris : La Découverte.
- Pinto, A. 2011. « L'économie de la création. Le financement du film documentaire », *Revue de Synthèse*, vol. 132, n° 3, p. 369-386.
- Sauguet, É. 2007. « La diffusion des films documentaires », *Terrains et travaux*, n° 13, p. 31-50.

Filmographie

- Ball, M. 2008. *Divers gens, volet 2 : la rue de la République*, master 2 Image et Société, Université d'Évry-Val d'Essonne, département de sociologie, France, 2 × 20 min.
- Chen, H.-L. 2006. *La Porte*, Ateliers de l'Université de Provence, secteur cinéma, France, 6 min.
- Dreyfus, A. et Gabory, C. (Collectif 360° et même plus). 2007. *Un cas d'école*, produit par le Collectif 360° et même plus, France, 50 min.
- Gaches, O. et Lambert, Y.-L. 2004. *Table rase, de la cigale à la fourmi*, produit par Guing'art virus, France, 26 et 36 min.
- Gheerbrant, D. 2009. *La République*, produit et diffusé par Les Films d'ici et Les Films du tambour de soie, France, 90 min.
- Lloret, F. 2007. *Le Jour se lève et sur moi la nuit tombe*, produit par Les Films du tambour de soie et Image +, France, 74 min.
- Palis, S. 2004. *J'y suis, j'y reste*, produit par les Ateliers Varan, France, 28 min.
- Roeskens, T. 2010. *Plan de situation : Joliette*, produit par Association Batoutos et Deuxième Souffle films & associés, France, 137 min.
- Taliercio, P. 2008. *Les Indésirables de la rue de la République*, France, 73 min.
- Taliercio, P. 2006. *Petite histoire de la rue de la République*, court-métrage de commande pour Renaissance République/Marseille République, France, 14 min.

Gaël Marsaud est docteur en science politique de l'université Paris 8. Sa thèse porte sur la politisation de films documentaires tournés à Marseille et à Saint-Denis au début des années 2000. Ses objets de recherche portent plus généralement sur les rapports entre art et politique.

Pour citer cet article :

Gaël Marsaud, « Filmer le centre-ville de Marseille. La rue de la République dans dix films documentaires (2004-2010) », *Métropolitiques*, 16 juillet 2021.
URL : <https://metropolitiques.eu/Filmer-le-centre-ville-de-Marseille.html>.